



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 30 juin 2021**



Table des matières

Mission inclusion	4
Mission inclusion injecte près de 700 000 \$ aux organismes communautaires pour soutenir des projets au Québec et dans différents quartiers de l'île de Montréal	5
L'initiative – 2021-06-16.....	5
Mission inclusion injecte près de 700 000 \$ dans 35 organismes communautaires	8
Lien multimédia – 2021-06-18.....	8
Près de 700 000 \$ offerts par Mission inclusion à des organismes communautaires	9
Métro – 2021-06-18.....	9
Montréal-Nord – 2021-06-23 – p. 7.....	9
Flambeau – 2021-06-23 – p. 13.....	9
Il ruolo di “Mission inclusion”	12
Corriere Italiano – 2021-06-24 – p. 11.....	12
De l'argent pour les nouveaux parents vulnérables	14
Ahuntsic Cartierville – 2021-06-30 – p. 4.....	14
Champs d'action au Québec	16
Projet d'une bibliothèque d'outils dans Hochelaga-Maisonneuve	17
Métro – 2021-06-17.....	17
Un bal pour tous: elle fournit des robes et des complets gratuitement	18
Le Journal de Montréal – 2021-06-19.....	18
Les Frigos Touski de retour cet été	20
Les 2 Rives – 2021-06-22 – p. 21.....	20
Laval: un service pour vous aider à trouver un logement à louer	22
Le Journal de Montréal – 2021-06-22.....	22
La Ville se dit prête à soutenir tous les ménages qui seront à la rue le 1er juillet	23
Métro – 2021-06-23.....	23
Ottawa investit pour la création rapide de 12 logements à Manawan	25
Radio-Canada – 2021-06-23.....	25
Plus de 3000 repas végétaliens pour des personnes dans le besoin	26
Métro – 2021-06-26.....	26
Itinérantes à Montréal : Comment les loger en pleine crise du logement ?	28
La Presse – 2021-06-26.....	28
Hôtel-Dieu: un nouveau centre d'hébergement d'urgence pour aider les itinérants à se loger	30
24 heures – 2021-06-29.....	30
Marché solidaire à Pointe-Claire	32
Ouest-de-l'Île – 2021-06-30 – p. 9.....	32
Champs d'action à l'international	34



Aires protégées d'Afrique centrale : un nouveau rapport propose des voies pour améliorer leur efficacité	35
Cirad – 2021-06-21.....	35
L'escalade de la violence menace les civils au Niger, selon l'ONU	39
Xinhua Net – 2021-06-26.....	39
NIGERIA: LES AUTORITÉS SUSPENDENT LES ACTIVITÉS DE L'ONG ACTED DANS LE NORD-EST	40
Africa Radio – 2021-06-26.....	40
Actualité à surveiller	41
<i>Rien à signaler</i>	42



Mission inclusion



Mission inclusion injecte près de 700 000 \$ aux organismes communautaires pour soutenir des projets au Québec et dans différents quartiers de l'île de Montréal

L'initiative – 2021-06-16

<https://linitiative.ca/mission-inclusion-injecte-prs-de-700000-aux-organismes-communautaires-pour-soutenir-des-projets-au-qubec-et-dans-diffrents-quartiers-de-lle-de-montreal/>

Dans le cadre de sa programmation estivale au Québec, **Mission inclusion**, le nouveau nom de L'ŒUVRE LÉGER, injecte près de 700 000 \$ dans les organismes communautaires pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables à Montréal et au Québec.

La crise sanitaire a fragilisé de plein fouet le milieu communautaire, comme en témoigne le sondage de l'IRIS : Effets de la crise sanitaire sur le milieu communautaire, portrait de la situation pour les organismes du Québec*. La charge de travail a été immense et a bouleversé l'équilibre de vie personnelle-travail des travailleuses, y indique-t-on.

« Entre l'insécurité alimentaire, l'itinérance, l'isolement des aînés et le décrochage scolaire, la pandémie a eu des répercussions très fortes sur les personnes vulnérables », souligne Richard Veenstra, directeur général de Mission inclusion.

Ainsi, au printemps 2020, **Mission inclusion** octroie un fonds d'urgence COVID-19 de 122 100 \$ à 14 organismes communautaires du Québec pour leur garantir un filet de protection. La Fondation réitère aujourd'hui son engagement auprès de 35 organismes avec cette annonce, afin de les accompagner et de les aider à mener de front leurs activités.

« Depuis le début de la pandémie, les organismes communautaires sont extrêmement sollicités, et le milieu se démène pour que personne ne soit laissé de côté. Des popotes roulantes, des épiceries solidaires, des projets artistiques avec les jeunes marginalisés sont déployés un peu partout sur le territoire et répondent à un réel besoin », ajoute Danielle Filion, directrice des programmes, Québec.

« Certains organismes font preuve d'une adaptation et d'une innovation incroyables, alors c'est notre rôle, à Mission inclusion, d'encourager leur détermination et de les aider à poursuivre envers et contre tout le travail auprès des personnes en situation de vulnérabilité », conclut-elle.

Trente-cinq projets destinés à lutter contre l'insécurité alimentaire et l'exclusion sociale au Québec se partageront donc 698 000 \$. Mission inclusion soutient les organismes faisant preuve d'une adaptation et d'une innovation exemplaires sur les plans de la sécurité alimentaire, du mieux-être des personnes âgées, des enfants et des familles vulnérables, de l'itinérance et du développement social.

Parmi les projets en sécurité alimentaire, on retrouve entre autres :

Maison d'Aurore, qui met en place des groupes de cuisines collectives et offre des repas communautaires, des collations et de l'aide aux devoirs aux enfants,

Mères avec pouvoir reçoit une aide pour développer les capacités culinaires et les habiletés des femmes, cheffes de familles monoparentales,

Répit-Providence offre une pause aux parents par le biais d'ateliers culinaires et de l'accompagnement aux enfants,

Le projet de développement durable Vert l'Harmonie est quant à lui axé sur le verdissement, l'agriculture urbaine, l'éducation à l'environnement et l'implication citoyenne au sein du HLM La



Pépinière. Il vise à diminuer l'insécurité alimentaire et à améliorer la qualité de vie des résident•e•s du quartier et des personnes vulnérables.

Du côté des projets soutenus en développement social, on distingue entre autres: Maison Tangente, qui accompagne les jeunes de la rue dans leurs démarches externes et de réinsertion, Cirque Hors Piste, dont le but est de rejoindre les jeunes marginalisés les plus inaccessibles, Le projet du Centre des jeunes l'Escale qui vise la persévérance scolaire et le développement de l'estime de soi chez les élèves ciblés de l'école Calixa-Lavallée.

À cela s'ajoutent Héberjeune de Parc Extension, qui consacre un espace au développement des jeunes enfants vulnérables; le projet Co-naître du Centre de ressources périnatales Autour du bébé, qui soutient les jeunes parents vulnérables d'Ahuntsic et de Montréal-Nord; de même que le projet Saint-Victor de PAS de la rue qui encourage l'amélioration des conditions de vie des aînés en situation d'itinérance, grâce au centre de jour et aux 40 logements permanents qui leur sont réservés.

Les projets ont été retenus à la suite du processus d'analyse de deux comités regroupant une dizaine de bénévoles. Sont privilégiés le caractère communautaire de l'organisme, son implication dans le quartier et la pertinence du projet en faveur de la sécurité alimentaire et du développement social des personnes vulnérables à Montréal et au Québec.

Les 35 organismes communautaires soutenus sont :

ABC de la famille (Montérégie)
Action Centre-Ville (Ville-Marie)
Auberge sous mon toit (Estrie)
CAB Gascon Percé (Gaspésie–Île-de-la-Madeleine)
CAB Saint-Alphonse–Nouvelle (Gaspésie–Île-de-la-Madeleine)
CAB Saint-Siméon–Port-Daniel (Gaspésie–Île-de-la-Madeleine)
Carrefour ressources (Gaspésie–Île-de-la-Madeleine)
Centre de bénévolat d'Acton Vale (Montérégie)
Centre communautaire Jeunesse unie (Parc-Extension)
Centre de femmes du Haut-Richelieu (Montérégie)
Centre des jeunes l'Escale (Montréal-Nord)
Centre de ressources périnatales Autour du bébé (Ahuntsic)
Cirque Hors Piste (Centre-Sud)
Dans la rue (Ville-Marie)
Défi Jeunesse (Chaudière-Appalaches)
Épicerie Le Détour (Sud-Ouest)
Héberjeune de Parc Extension (Parc-Extension)
L'Abri de la Rive-Sud (Montérégie)
Le Filon (Chaudière-Appalaches)
Les ateliers Speech
Les enfants de l'espoir de Hull (Outaouais)
Mères avec pouvoir (Ville-Marie)
Maison d'Aurore (Plateau-Mont-Royal)
Maison des enfants Marie-Rose (Montérégie)
Maison des familles Rimouski-Neigette (Bas-Saint-Laurent)
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville (Ahuntsic–Bordeaux-Cartierville)
Maison Tangente (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)



PAS de la rue (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)
Projets Bourlamaque (Québec)
Projet d'intervention des mineurs prostitués – PIaMP- (Villeray)
Projet Harmonie (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)
Répit-Providence (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)
Vigil'Ange (Laurentides)
Safrie (Estrie)
Sésame (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

[Retour à la table des matières](#)



Mission inclusion injecte près de 700 000 \$ dans 35 organismes communautaires

Lien multimédia – 2021-06-18

<http://www.lienmultimedia.com/spip.php?article82036>

Dans le cadre de sa programmation estivale au Québec, **Mission inclusion**, le nouveau nom de L'Oeuvre Léger, injecte près de 700 000 \$ dans les organismes communautaires pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables à Montréal et au Québec.

[Retour à la table des matières](#)



Près de 700 000 \$ offerts par Mission inclusion à des organismes communautaires

Métro – 2021-06-18

Montréal-Nord – 2021-06-23 – p. 7

Flambeau – 2021-06-23 – p. 13

Par : Salah Benreguija

<https://journalmetro.com/local/ahuntsville-cartierville/2657605/soutiens-organismes-communautaires-700000-offerts-mission-inclusion/>

Montréal-Nord ACTUALITÉ

De l'aide pour 17 organismes

Soutien. Afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables « Mission inclusion », le nouveau nom de L'ŒUVRE LÉGER, injecte près de 700 000 \$ auprès de 35 organismes communautaires, dont 17 à Montréal.

SALAH BENREGUIJA *Journaliste*

Cette initiative n'est pas la première du genre puisqu'en 2020, 122 100 \$ ont été débloqués au profit de 14 organismes communautaires. De ces 14 organismes faisant preuve d'une adaptation et d'une innovation exemplaires, 11 ont été sélectionnés pour bénéficier de la somme de 700 000 \$.

Collecte de sang
L'entraie se trouve au 1200, boulevard Industriel à Montréal-Nord. Les documents de qualification sont en vente depuis le 15 juin à 11 h. Les gens doivent être âgés de 18 ans et plus, être en bonne santé et ne pas avoir de symptômes de COVID-19.

Collecte de sang
L'entraie se trouve au 1200, boulevard Industriel à Montréal-Nord. Les documents de qualification sont en vente depuis le 15 juin à 11 h. Les gens doivent être âgés de 18 ans et plus, être en bonne santé et ne pas avoir de symptômes de COVID-19.

Montréal-Nord VOUS INFORME

montréal.ca/monreal-nord
Composée 311

ACTUALITÉ
Club de lecture d'été TD
3 à 13 ans
À travers le jeu, découvrez le monde qui l'entoure. À la bibliothèque, en ligne, autour d'une table ou à l'extérieur, repoussez les limites et amusez-vous! Inscription en ligne ou en bibliothèque pour devenir membre du club et recevoir la trousse d'activités. Des prix de participation seront offerts.

Fête du Canada
Jeudi 1^{er} juillet, 19 h 30
Spectacle de Djely Taps

Discothèque d'une ligne illustrée de grilles maternelles. La chanteuse Djely Taps arrive la soirée avec un répertoire inspiré des ambiances sahéliennes, du blues et de l'électro.

OUVERT ou FERMÉ?
Le mardi 29 juin à 19 h, le conseil d'administration tiendra une séance ordinaire. Envoyez vos questions avant la séance sur le formulaire en ligne ou téléphonnez au 514-242-0200.

Vaccination COVID-19
Vous n'êtes pas encore vacciné(e)? La clinique de vaccination mobile Saguato est ouverte à la population de Montréal-Nord. Ouvert de 9 h 30 à 19 h 30 jusqu'au 27 juin. Du 7^e mai de Montréal-Nord au 4245, rue de Charlevoix.

Jour dans Feu à Montréal-Nord
La majorité des piscines extérieures et patinoires sont maintenant ouvertes! Tous les détails sur monreal.ca/monreal-nord ou 311

Montréal-Nord

Flambeau

Mission inclusion injecte 700 000 \$

Société. Afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables « Mission inclusion », le nouveau nom de L'ŒUVRE LÉGER, injecte près de 700 000 \$ auprès de 35 organismes communautaires, dont 17 à Montréal.

SALAH BENREGUIJA *Journaliste*

Cette initiative n'est pas la première du genre puisqu'en 2020, 122 100 \$ ont été débloqués au profit de 14 organismes communautaires. De ces 14 organismes faisant preuve d'une adaptation et d'une innovation exemplaires, 11 ont été sélectionnés pour bénéficier de la somme de 700 000 \$.

Collecte de sang
L'entraie se trouve au 1200, boulevard Industriel à Montréal-Nord. Les documents de qualification sont en vente depuis le 15 juin à 11 h. Les gens doivent être âgés de 18 ans et plus, être en bonne santé et ne pas avoir de symptômes de COVID-19.

17
organismes communautaires

Dans les quartiers de Montréal
Actuel Centre-Ville
Centre-ville
Centre-est
Centre-nord
Centre-sud
Est
Nord
Nord-est
Nord-ouest
Nord-sud
Ouest
Sud-est
Sud-ouest
Sud-sud

Portes ouvertes mercredi 30 juin 13h à 16h
RÉSIDENCE le PARC
TÉLÉPHONEZ POUR UN RENDEZ-VOUS PERSONNALISÉ 7 JOURS PAR SEMAINE
7930 VIAU (ANGLE D'ABBY) MONTRÉAL 514 725-0555
WWW.RESIDENCELEPARC.COM

PROMOTION DE 4 000 \$
Avec signature de bail 12 mois
3% à PARTIR DE 1295 \$
4% à PARTIR DE 1850 \$
APRÈS CREDIT D'IMPÔT
LIMITE DE SOUSCRIPTEUR
AUTORISATION COGNITIVE

PRÈS DE CHEZ VOUS 13

Sport. Antonio Ribeiro joint le CSMHM

ANTONIO RIBEIRO *Journaliste*

L'ancien joueur de l'Impact de Montréal, Antonio Ribeiro, se joint au club de Soccer Meriville-Hochelaga-Montréal (CSMHM). Originaire du quartier Saint-Michel à Montréal, Antonio Ribeiro a joué au sein de l'Impact de 2000 à 2004, puis avec les Earthquakes de San José en 2009. C'est à titre de directeur du soccer jeunesse qu'il rejoint le CSMHM. Le club vise d'ailleurs de faire passer les jeunes de la rue dans les programmes de soccer communautaires, et d'atteindre ainsi le statut de club professionnel.

Collecte de sang
L'entraie se trouve au 1200, boulevard Industriel à Montréal-Nord. Les documents de qualification sont en vente depuis le 15 juin à 11 h. Les gens doivent être âgés de 18 ans et plus, être en bonne santé et ne pas avoir de symptômes de COVID-19.

Afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables « Mission inclusion », le nouveau nom de L'ŒUVRE LÉGER, injecte près de 700 000 \$ dans 35 organismes communautaires, dont 17 à Montréal.

Cette initiative n'est pas la première du genre puisqu'au printemps 2020, 122 100 \$ ont été débloqués au profit de 14 organismes communautaires.

Mission inclusion soutient ainsi les organismes communautaires faisant preuve d'une adaptation et d'une innovation exemplaires sur les plans de la sécurité alimentaire, du mieux-être des personnes âgées, des enfants et des familles vulnérables, de l'itinérance et du développement social.

« Depuis le début de la pandémie, les organismes communautaires sont extrêmement sollicités, et le milieu se démène pour que personne ne soit laissé de côté. Des popotes roulantes, des épiceries solidaires, des projets artistiques avec les jeunes marginalisés sont déployés un peu partout sur le territoire et répondent à un réel besoin », selon Danielle Filion, directrice des programmes, Québec.



Plus d'aide et de considération pour les organismes communautaires

Pour Mme Filion, il est important de reconnaître le travail et le rôle des organismes communautaires. «On doit réaliser que les organismes communautaires ont un rôle très important dans les communautés où ils se situent. Ils sont des remparts importants contre l'exclusion sociale. On ne doit pas hésiter à les considérer comme des services essentiels. Avoir de la considération pour les personnes qui les fréquentent ainsi que pour les équipes de travail», plaide-t-elle.

Elle ajoute que les organismes communautaires sont les mieux placés pour savoir où orienter ces ressources financières.

«Quand nous serons rendus à l'heure des bilans, il serait important que les décideurs s'assoient avec les organismes et les regroupements pour apprendre d'eux et leur demander ce qui pourrait être fait différemment pour qu'à l'arrivée d'une prochaine crise, le milieu communautaire soit entendu plus rapidement et mieux équipé pour faire face à la crise.»

17 organismes à Montréal soutenus

Dans la région de Montréal, grâce à leurs actions et projets, 17 organismes ont été sélectionnés pour recevoir cet appui financier. Parmi les projets en sécurité alimentaire, Maison d'Aurore, situé dans Le Plateau-Mont-Royal, bénéficie de 8000\$. Cet organisme communautaire met en place des groupes de cuisines collectives et offre des repas communautaires, des collations et de l'aide aux devoirs aux enfants.

Dans le même registre, Répit-Providence dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, qui offre une pause aux parents par le biais d'ateliers culinaires et de l'accompagnement aux enfants, reçoit 10 000\$.

Du côté des projets soutenus en développement social, Maison Tangente, qui accompagne les jeunes de la rue dans leurs démarches externes et de réinsertion, bénéficie lui aussi de 39 696\$

Situé à MHM, l'organisme communautaire «PAS de la rue» qui encourage l'amélioration des conditions de vie des aînés en situation d'itinérance, grâce au centre de jour et aux 40 logements permanents qui leur sont réservés, reçoit le plus grand montant, en l'occurrence 50 000\$. Par ailleurs, Projet d'intervention des mineurs prostitués, situé à Villeray, s'est vu octroyé 49 992\$.

Dans les quartiers de Montréal

De l'aide pour 17 organismes

Action Centre-Ville (Ville-Marie)

Centre communautaire Jeunesse unie (Parc-Extension)

Centre des jeunes l'Escale (Montréal-Nord)

Centre de ressources périnatales Autour du bébé (Ahuntsic)

Cirque Hors Piste (Centre-Sud)

Dans la rue (Ville-Marie)

Épicerie Le Détour (Sud-Ouest)



Hébergeuse de Parc-Extension (Parc-Extension)

Mères avec pouvoir (Ville-Marie)

Maison d'Aurore (Plateau-Mont-Royal)

Maison des parents de Bordeaux-Cartierville (Ahuntsic–Bordeaux-Cartierville)

Maison Tangente (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

PAS de la rue (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

Projet d'intervention des mineurs prostitués – PIaMP- (Villeray)

Projet Harmonie (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

Répit-Providence (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

Sésame (Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

[Retour à la table des matières](#)



Il ruolo di “Mission inclusion”

Corriere Italiano – 2021-06-24 – p. 11

<https://www.corriereitaliano.com/comunita/attivit/13867/mission-inclusion-sostiene-gli-organismi-comunitari/>

Attualità

LA SODDISFAZIONE DELLE DEPUTATE LA MARCA E NISSOLI

Viaggi: l'Italia riapre a Canada e Stati Uniti

Aise - «Dal 21 giugno, anche a coloro che provengono da Stati Uniti, Canada e Giappone sono state estese le regole di ingresso in Italia già concordate per l'area europea. In sostanza, basterà rispettare i requisiti del certificato verde per entrare nel nostro Paese senza più soggiacere all'obbligo di quarantena».

È quanto ha riferito con soddisfazione l'on. Francesca La Marca, deputata PD eletta in Nord e Centro America, in seguito all'annuncio da parte del ministro della salute, Roberto Speranza, relativo alla situazione della mobilità internazionale in Italia.

«Si tratterà di produrre le certificazioni, cartacee o digitali - ha spiegato La Marca - che dimostrino di essere stati vaccinati con un farmaco approvato da Ema

e Aifa (Pfizer, Astrazeneca, Moderna o Janssen), essere guariti dal Covid negli ultimi 180 giorni o risultare negativi a un tampone antigenico o molecolare effettuato nella 48 ore antecedenti al viaggio.

«Una ottima notizia - scrive in un comunicato l'On Fucsia Nissoli (Forza Italia - Ripartizione Nord e Centro America) perché vuol dire che con la certificazione vaccinale di Usa e Canada si potrà circolare liberamente anche in Ue e quindi in Italia permettendo agli italiani all'estero che hanno fatto il vaccino di tornare in vacanza nella terra di origine. Esprimo, quindi, un ringraziamento al Governo per aver ascoltato le esigenze dei nostri connazionali che aspettano lestate per far ritorno dai propri cari e passare le vacanze nella nostra bella Italia».



Lon. Francesca La Marca (foto Aisa)



L'On. Fucsia Nissoli (foto Aisa)

Scegliere informati

Scegliere informati, Cannabis negli adulti in età avanzata contiene informazioni concrete sulla cannabis per gli adulti in età avanzata. L'opuscolo Scegliere informati, scritto in un linguaggio chiaro e di facile comprensione, si propone di aiutare gli adulti in età avanzata a effettuare scelte consapevoli riguardo al consumo della cannabis.



Inoltre un messaggio di moderazione e stile di vita sano e attivo.

La pubblicazione di Active Aging Canada è una raccolta di ricerche condotte in Canada e nel resto del mondo sulla correlazione tra gli adulti in età avanzata e la cannabis. Il risultato del lavoro è presentato in questo opuscolo completo.

Le informazioni sulle varie forme di cannabis sono esposte con parole semplici e trattate apertamente da

un punto di vista oggettivo. In tutto l'opuscolo, Active Aging Canada promuove

L'opuscolo Scegliere informati è stato redatto in base alle ricerche di Active Aging Canada, validato da esperti e testato con adulti di età avanzata in tutto il Canada. **L'obiettivo è quello di aiutarli a informarsi sulla cannabis prima di decidere se farne uso.**

Active Aging Canada è un ente di beneficenza statale.

Per richiedere la vostra COPPA GRATUITA dell'opuscolo Be Wise, visitate: www.activeagingcanada.ca per scaricare una copia digitale oppure compilare il modulo per ricevere una copia via posta.



Corriere Italiano - Giovedì 24 giugno 2021 - 11

Il ruolo di “Mission inclusion”

La Fondazione “Mission inclusion”, il nuovo nome de “L'OEUVRE LÉGER”, ha stanziato circa 700 000 \$ destinati agli organismi comunitari che lottano contro la povertà e l'esclusione sociale delle persone vulnerabili a Montréal e nel Québec. La crisi sanitaria ha colpito in pieno il mondo comunitario, il carico di lavoro è stato immenso sconvolgendo l'equilibrio tra lavoro e vita personale dei lavoratori. «Tra insicurezza alimentare, itineranza, isolamento degli anziani e abbandono scolastico, la pandemia - ha sottolineato Richard Veenstra, direttore generale di “Mission inclusion” - ha avuto delle ripercussioni molto forti sulle persone vulnerabili». La Fondazione, dunque, ha confermato il suo impegno nei confronti di ben 35



organismi per aiutarli e accompagnarli a condurre a buon fine le loro attività di sostegno sociale e i loro sforzi nei confronti delle persone vulnerabili. Si tratta di 35 progetti destinati a lottare contro l'insicurezza alimentare, l'itineranza e l'esclusione sociale nel Québec, per favorire il benessere delle persone anziane, dei bambini e delle famiglie vulnerabili. Per conoscere l'elenco degli organismi finanziati consultare il sito: www.missioninclusion.ca (Comunicato)

Patrick Famiglietti
— Notaio —

Depositario dell'archivio del notaio **Domenic Manzo**

Orario:
Il giorno dalle 9 alle 17
la sera lunedì e mercoledì dalle 19 alle 21

7576 St-Denis 514 274-2473

Carvateri **Donatelli**
Notai

Vendite, donazioni, conciliazioni, divisioni, successioni, procure, attestati, traduzioni

5270 rue Jean Talon est
St-Léonard H1S 1L3
Tel.: 514-722-4116
Téléco.: 514-722-1386

La Fondazione “Mission inclusion”, il nuovo nome de “L'OEUVRE LÉGER”, ha stanziato circa 700 000 \$ destinati agli organismi comunitari che lottano contro la povertà e l'esclusione sociale delle persone vulnerabili a Montréal e nel Québec. La crisi sanitaria ha colpito in pieno il mondo comunitario, il carico di lavoro è stato immenso sconvolgendo l'equilibrio tra lavoro e vita personale dei lavoratori. «Tra insicurezza alimentare, itineranza, isolamento degli anziani e abbandono scolastico, la pandemia - ha sottolineato Richard Veenstra, direttore generale di “Mission inclusion” - ha avuto delle ripercussioni molto forti sulle persone vulnerabili». La Fondazione, dunque, ha confermato il suo impegno nei confronti di ben 35 organismi per aiutarli e accompagnarli a condurre a buon fine le loro attività di sostegno sociale e i loro sforzi nei confronti delle persone vulnerabili. Si tratta di 35 progetti destinati a lottare contro l'insicurezza



alimentare, l'itineranza e l'esclusione sociale nel Québec, per favorire il benessere delle persone anziane, dei bambini e delle famiglie vulnerabili. Per conoscere l'elenco degli organismi finanziati consultare il sito:www.missioninclusion.ca(Comunicato)

[Retour à la table des matières](#)



De l'argent pour les nouveaux parents vulnérables Ahuntsic Cartierville – 2021-06-30 – p. 4

Par : Amine Essegir

Ahuntsic journalisme.com
Le mercredi 20 juin 2021

PRÈS DE CHEZ VOUS



Trois chiffres pour prévenir
Un numéro national 1-800-363-7222, pour rejoindre des services d'intervention en cas de crise de santé mentale et de prévention du suicide, est à l'étude. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes recueille des commentaires du public sur la question jusqu'au 1^{er} septembre.

FAMILLE

De l'argent pour les nouveaux parents vulnérables

Un groupe de mères du quartier réunies sous le nom de l'Association de gardiennage d'Ahuntsic. Autour du bébé a été créé en 2006 et comme l'indique son nom, une extension des activités s'est ajoutée. L'organisme aide depuis lors les nouveaux parents à apprendre leur rôle dans la période pré et postnatale et favoriser ainsi la santé globale des membres de la famille. L'accueil des mères et des pères avant des enfants âgés de moins de 2 ans, ainsi que des femmes enceintes et leurs conjoints. De son côté, «Mission inclusion» intervient auprès d'organismes communautaires pour soutenir entre autres, le développement des enfants et leur milieu familial. Au printemps 2020, elle avait débloqué 122 100 \$ au profit de 14 organismes communautaires.



Autour du bébé a été créé en 2006 et comme l'indique son nom, une extension des activités s'est ajoutée.

Dans le sac, cinq ans de sensibilisation au zéro déchet

Écologie. Dire adieu au plastique sans culpabilité : c'est la promesse de l'erte par les produits Dans le sac. Passionnées par la cause environnementale, les fondatrices Laurie Barrette et Stéphanie Mandrea facilitent le mode de vie sans déchets depuis 2016. Leur ligne responsable d'objets polyvalents est 100 % québécoise, de la confection jusqu'à l'étiquette de livraison.



Dans le sac, cinq ans de sensibilisation au zéro déchet.

vements et des feuilles de cire réutilisables en substitut des pellicules de plastique. Tous les sacs et objets sont entièrement faits à la main au Québec. De plus, une partie des profits réalisés sur la vente de certains sacs sont versés à un organisme encourageant la réduction des déchets. Les besaces sont confectionnées à partir de coton naturel, de chanvre biologique et de lin. Ces matériaux ont été choisis pour leur faible empreinte écologique, ainsi que le peu d'eau et de pesticides qui les nécessitent. L'emballage est quant à lui fait à partir de papier recyclé et en principe avec des entres végétales. Les expéditions des commandes se font également sans plastique dans des contenants recyclés ou compostables. Pour ceux qui désirent aller plus loin et travailler avec leurs mains, le blogue et la chaîne YouTube de la compagnie regroupent de projets DIY ancrés dans le style de vie éco.

ON RÔTE-MOÛILLE

L'amitié entre Laurie et Stéphanie remonte à l'école secondaire. C'est après avoir lu le livre de la papasse du zéro déchet, Réa Johnson, qu'elles ont entamé une transition vers ce mode de vie. Dans le sac, c'est la culmination de leur volonté d'influencer un vent de changement dans nos habitudes collectives.

À ses débuts, la mission de la petite entreprise s'est concentrée sur la réduction du gaspillage à la maison. En cinq ans d'existence, celle-ci s'est élargie vers la philosophie du *slow living*, que ce soit en réduisant la consommation d'eau ou en achetant davantage local. En 2019, les entrepreneures ont publié *Minimalist pour un mode de vie durable*, un guide qui détaille justement cette perspective. Le livre incite la population à

prendre le virage vert graduellement, sans se mettre trop de pression. Sauver la planète, un sac à la fois. Dans le sac offre des sacs réutilisables au design minimaliste conçus pour les écolottes. Certains permettent de conserver le pain et la baguette plus longtemps, tandis qu'un autre

se prête à l'achat de fruits et légumes. Dans l'embarras du choix, on peut aussi se procurer les articles sous forme d'ensemble qui comprend l'essentiel pour s'initier à l'épicurisme en vase. L'inventaire en globe d'autres objets propres à une maison écologique, comme des lingettes démaquillantes, des balles de séchage pour les

Description

Ce grand sac dorenavant et en coton naturel (voir photo) est spécialement conçu pour se transformer à l'épicerie (et pas mal plus élargit ses usages en plastique). Avec un fond bleu marine antitaches, il se lave facilement à la machine. C'est le compagnon tout indiqué pour faire les courses, flâner dans les marchés publics ou encore aller se prélasser au parc. Sa taille est parfaite pour accueillir légumes, livres, crème solaire et autres. À seulement 26\$, il fait aussi un très beau cadeau.

Ahuntsic Cartierville 101, boul. Marcel-Laurin, bureau 320 Saint-Laurent, H4N 2M3 514 286-1092	FOURNISSEUR ANNONCES D'EMPLOI 1 866 637-5226	VENTES Directeur principal des ventes Patrick Miran Chef d'équipe Mélanie Roux mroux@metromedia.ca 514 299-5535 Directeur de compte Robin Gauthier rgauthier@metromedia.ca 514 476-8804	REDACTION Directrice principale Quintore Sylviane Lusier Chef de contenu Luc Chabrand lchabrand@metromedia.ca Journaliste Amine Essegir aessagir@metromedia.ca	IMPRESSION Imprimeries Transcontinental 2005, boul. de la Transcontinental, Tremblay 10 807, rue Mirabeau, Anjou, H3J 1T7 DISTRIBUTION Publicité : 1 888-889-2272 Dif. univ. : 514 942-8500
	ÉDITEUR MetroMedia Président et directeur général Andrew Mûlé INFOGRAPHIE MetroMedia	 18 000 exemplaires imprimés		

L'organisme Autour du bébé, situé à Ahuntsic, a bénéficié d'un chèque de 90 000 \$ pour aider à financer son projet Co-naître. La somme fait partie des 700 000 \$ injectés récemment par «Mission inclusion», le nouveau nom de l'OEuvre Léger, dans 35 organismes communautaires, dont 17 à Montréal. L'argent est destiné à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables.

Le projet Co-naître s'adresse aux jeunes parents fragilisés d'Ahuntsic et de Montréal-Nord. Autour du bébé peut ainsi offrir des services prénataux et postnataux de premières lignes.

Fondé en 1982, l'organisme était au départ un groupe de mères du quartier réunies sous le nom de l'Association de gardiennage d'Ahuntsic.

Autour du bébé a été créé en 2006 et comme l'indique son nom, une extension des activités s'est ajoutée. L'organisme aide depuis lors les nouveaux parents à apprendre leur rôle dans la période pré et postnatale et favoriser ainsi la santé globale des membres de la famille.



Il accueille des mères et des pères ayant des enfants âgés de moins de 2 ans, ainsi que des femmes enceintes et leurs conjoints.

De son côté, «**Mission inclusion**» intervient auprès d'organismes communautaires pour soutenir entre autres, le développement des enfants et leur milieu familial.

Au printemps 2020, elle avait débloqué 122 100 \$ au profit de 14 organismes communautaires.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Projet d'une bibliothèque d'outils dans Hochelaga-Maisonneuve

Métro – 2021-06-17

<https://journalmetro.com/local/hochelaga-maisonneuve/2657204/projet-dune-bibliotheque-doutils-dans-hochelaga-maisonneuve/>

Une résidente du Centre-Sud a lancé un sondage afin d'ouvrir une bibliothèque d'outils près du métro Préfontaine, dans Hochelaga-Maisonneuve.

L'atelier collaboratif Lespacemaker, situé sur la rue Hochelaga, serait prêt à accueillir cette bibliothèque spécialisée, mais afin d'obtenir du financement, l'initiatrice du projet, Sami Thomas, doit démontrer l'intérêt des citoyens du quartier.

Jusqu'à maintenant, 350 personnes auraient répondu positivement, Sami s'étant donné l'objectif de 500 répondants avant d'envoyer officiellement sa candidature à La Remise.

Autonomie alimentaire: une nouvelle ferme urbaine dans MHM

Située dans Villeray, La Remise, dont la mission est de mettre en commun des appareils utilitaires et des espaces de travail, a obtenu 360 000 \$ du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) afin d'ouvrir d'ici 2023 trois nouvelles succursales offrant des services de bibliothèque d'outils et d'ateliers.

Une bibliothèque d'outils fonctionne principalement grâce à des bénévoles et des membres. Ces derniers ont, par la suite, la possibilité d'emprunter gratuitement pour une durée de trois semaines des outils de cuisine, de charpenterie, de couture et autres.

«Quand tu habites en ville, tu n'as pas tant d'espace. Les outils que tu utilises une ou deux fois par année, tu ne peux pas les garder chez vous», déplore Sami.

Habitant dans un petit 4 et demi avec son conjoint et ses deux enfants, Sami souhaite avoir accès à ce genre de service, parce qu'elle souhaite rester en ville, «on ne veut pas faire partie de l'exode».

Elle affirme connaître beaucoup d'autres familles confrontées aux mêmes enjeux.

[Retour à la table des matières](#)



Un bal pour tous: elle fournit des robes et des complets gratuitement

Le Journal de Montréal – 2021-06-19

Par : Julien Garon-Carrier

<https://www.journaldequebec.com/2021/06/19/un-bal-pour-tous-elle-fournit-des-robes-et-des-complets-gratuitement>

Une jeune femme originaire de La Pocatière, dans le Bas-Saint-Laurent, récupère des robes de bal et de complets pour les prêter aux élèves moins fortunés afin qu'eux aussi profitent de cette soirée tant attendue.

Marion Perreault, une étudiante de 20 ans en travail social au Cégep de Lévis, a créé l'organisme Un bal pour tous, qui promeut l'utilisation de vêtements usagés pour les soirées de bal. «La plupart des vêtements n'ont servi qu'une seule fois et sont encore très beaux», a-t-elle affirmé lors d'une rencontre avec l'Agence QMI.

Inclusion sociale

«À la base, si tu n'as pas les moyens [...] payer pour porter un vêtement de bal pour quelques heures, c'est ridicule», a-t-elle admis, expliquant qu'Un bal pour tous «est complètement gratuit».

Marion Perreault. Les 90 ensembles de bal sont conservés dans des housses dans le grenier d'un organisme communautaire.

Le tout a débuté en juillet 2020, alors que Marion Perreault travaillait dans un organisme communautaire qui tient une petite friperie à Saint-Jean-Port-Joli. «Je trouvais ça dommage que les robes de bal restent inutilisées», a-t-elle dit, ajoutant qu'elle était persuadée que «ça pouvait servir à quelqu'un».

Partant de quelques morceaux de vêtements cédés par la friperie, elle a ensuite récolté les dons de robes et de complets-vestons grâce aux réseaux sociaux et au bouche-à-oreille. Sa collection compte aujourd'hui 90 ensembles pour sa première année d'activité, ainsi qu'une quinzaine de paires de chaussures.

Elle entrepose le tout sans frais dans l'immeuble de l'organisme communautaire où elle travaillait l'été passé. Les élèves intéressés par ses services s'y rendent, essayent et choisissent leurs vêtements sur place, après avoir rempli un petit contrat qui stipule que les vêtements doivent être rendus dans le même état qu'ils étaient au moment du prêt.

«Éventuellement, j'aimerais ça aussi offrir des services de coiffure, d'esthéticienne, de couturière, de nettoyeur ainsi que de transport avec de belles voitures», a-t-elle laissé savoir. Pour y arriver, elle mise sur la générosité des commerçants qui offrent ces services, œuvrant elle-même comme bénévole avec les moyens du bord, sans financement.

Son projet dessert actuellement sept écoles secondaires dans trois MRC, soit Montmagny, L'Islet et Kamouraska, mais comme le gouvernement a autorisé la tenue des bals seulement la semaine dernière, elle n'a que deux usagers pour l'instant.



«Je n'ai pas beaucoup de demandes, mais j'ai envoyé des formulaires à quelques personnes qui m'ont contacté par l'entremise de la page Facebook d'Un bal pour tous», a-t-elle affirmé.

Une chance égale

Pour Raphaël, un élève de cinquième secondaire qui a eu recours au service d'Un bal pour tous, l'initiative de Marion Perreault constitue une véritable aubaine. «Juste les souliers ce n'est pas donné», a-t-il lâché en entrevue avec l'Agence QMI.

«Je suis vraiment satisfait. J'ai trouvé tout ce que je voulais», a-t-il dit, en prévision de la remise de diplôme le 23 juin.

De l'aveu même de sa mère, Manuella Lévesque, le «prix de l'habit» avoisine «les 300 \$», alors qu'une location pour 24 heures tourne autour de 125 \$.

«Ça me coûtait de le laisser aller avec un jeans propre et une chemise alors que sa partenaire s'est payé une belle robe», a dit Mme Lévesque.

«C'est vraiment un beau projet [Un bal pour tous]. Ça permet aux finissants un peu moins fortunés d'être aussi beaux et aussi belles que les autres», a-t-elle fait savoir.

[Retour à la table des matières](#)



Les Frigos Touski de retour cet été

Les 2 Rives – 2021-06-22 – p. 21

COMMUNAUTAIRE

Le Défi des générations de retour pour quatre fondations hospitalières

Quatre fondations hospitalières de la Montérégie, dont l'Hôtel-Dieu de Sorel, s'unissent à nouveau et invitent la population, aux côtés de la porte-parole Josée Lavigneur, pour la deuxième édition du Défi des générations.

Les fondations Hôpital Charles-LeMoine, Hôpital Pierre-Boucher, Hôtel-Dieu de Sorel et Anna-Laberge proposent aux participants du Défi de s'inscrire seuls ou en équipe en plus de sélectionner un nombre de minutes d'exercices qu'ils pourront réaliser chaque semaine en faisant une activité qui leur ressemble.

Par exemple : 30 minutes de méditation, 90 minutes de marche avec manie, 300 minutes de vélo ou 120 minutes de marche avec leur chien. Ils pourront aussi choisir de relever un défi de leur choix sans compter les minutes (suivre un régime, apprendre un nouveau sport et plus encore). Les participants devront également amasser des fonds au bénéfice de leur hôpital.

En participant au Défi des générations, les gens encouragent la recherche, soutiennent la santé mentale de la population, favorisent l'innovation, contribuent au bien-être des patients et des équipes médicales et assurent l'accompagnement des personnes âgées.

Les participants ont jusqu'au 25 septembre pour réaliser leur défi et amasser des dons. En clôture, ils participeront à un grand rassemblement virtuel pour célébrer leurs efforts.

La première édition du Défi des générations mobilisant ces quatre fondations a permis d'amasser, en 2020, plus d'un demi-million de dollars nets, de rallier plus de 500 personnes et de mobiliser des milliers de donateurs.

Pour information ou inscription : <https://www.defidesgenerations.com> J.-P.M.



Josée Lavigneur est la porte-parole de la deuxième édition du Défi des générations. Photo: gousiaout

Les Frigos Touski de retour cet été

Les Frigos Touski, ces frigos communautaires qui n'ont pas été mis en fonction durant l'été 2020 en raison de la pandémie, sont de retour cette année.

La Table de concertation « Agir pour la sécurité alimentaire Pierre-De Saurel » invite la population à aller les visiter au Carrefour de la vieille Gare (191, rue du Roi à Sorel-Tracy), au parc Raymond-Perron (635, rue Lambert à Saint-Roch-de-Richelieu) et à la Porte du Passant (80, rue Phipps à Sorel-Tracy).

« Ne vous gênez pas pour venir garnir les frigos avec vos surplus de fruits et légumes qui proviennent de vos potagers. Les aliments qui seront dans ces frigos seront en libre-service, n'importe qui peut venir en prendre. Soyez juste courtois, pensez aux autres! Nous vous demandons également une attention particulière afin de respecter les règles sanitaires affichées », soutient la chargée de projet pour les Frigos Touski, Brigitte Berger.

Ces trois frigos font partie d'un circuit qui s'agrandira cette année. L'objectif est la mise en place de six autres frigos supplémentaires sur le territoire de la MRC de



Ce Frigo Touski, installé à la Porte du Passant, fait partie d'un circuit qui s'agrandira cette année dans la MRC. Photo: gousiaout

Pierre-De Saurel. Cette initiative est un projet collectif des organismes siégeant au sein de la concertation.

Pour d'autres détails, on peut se rendre sur la page Facebook des Frigos Touski. J.-P.M.

Les personnes de 50 ans et plus invitées à répondre à un sondage

Dans le cadre de la mise à jour de sa politique des aînés, la MRC de Pierre-De Saurel invite, en collaboration avec les municipalités, les personnes âgées de 50 ans et plus à répondre à un sondage pour les besoins et la réalité de cette population du territoire.

Qualifiée comme municipalité amie des aînés depuis 2011 et guide par une politique des aînés depuis 2015, la MRC de Pierre-De Saurel entame la mise à jour de sa politique régionale et de son plan d'action. La MRC réalisera la mise à jour de sa politique des aînés pour élaborer une vision régionale tout en collaborant avec les municipalités pour concevoir leurs politiques locales, reflétant davantage leurs caractéristiques. Les résultats de ces consultations alimenteront donc toutes les démarches en cours.

La participation au sondage se fait en ligne à bit.ly/mada-pds, et ce, jusqu'au 2 juillet prochain. Il est aussi possible de se procurer une copie papier du sondage au bureau municipal au 50, rue du Fort.

« La mise à jour de notre politique des aînés et de celles des municipalités permet-

tra de maintenir des actions répondant aux besoins toujours grandissants des aînés et favoriser leur épanouissement au sein de notre communauté. Nous donnons donc rendez-vous aux aînés et à nos partenaires afin d'évaluer les retombées du premier plan d'action et de réfléchir ensemble sur la manière dont nous développerons, à l'échelle régionale, la vision d'une société ouverte et inclusive », soutient Vincent Desgais, conseiller régional et président du comité régional de la famille et des aînés de la MRC.

Depuis 2015, une quinzaine de projets façonnent un environnement où il fait bon vivre pour les aînés à vie le jour sur le territoire grâce à la politique des aînés. Parmi eux-ci se trouvent le programme Pair, la popote roulante en milieu rural, Aînés actifs, Émission Maître grisie, Secours adaptés, la travailleuse de milieu pour les aînés et le salon des aînés.

Cette initiative est rendue possible grâce au soutien financier du Secrétaire aux aînés du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Programme de soutien à la démarche Municipalité amie des aînés (MADA). J.-P.M.

Soyez Informés

Le cannabis et les aîné(e)s réunit dans une brochure à l'intention des adultes âgés un ensemble d'informations factuelles sur le cannabis. Facile à comprendre, rédigé dans un langage clair, le livret *Soyez informés* vise à aider les adultes âgés à prendre des décisions éclairées concernant l'usage de cannabis.

Cette ressource publiée par Vieillir activement Canada, repasse sur les recherches menées partout au Canada et dans le monde entier sur les adultes âgés et le cannabis. Le résultat de ce travail est présenté dans cette brochure détaillée.

Clairs, faciles à lire, les faits entourant le cannabis sous toutes ses formes y sont abordés ouvertement, et l'information y est présentée de manière objective. Tout au long du livret, Vieillir activement Canada en profite pour rappeler aux lecteurs l'importance de faire preuve de modération et de mener une vie saine et active.

Soyez informés est offert en 16 langues (français, anglais, allemand, coréen, espagnol, farsi, grec, italien, mandarin, polonais, portugais, punjabi, russe, tagalog, tamoul et vietnamien) ainsi qu'en braille et en version électronique et podcasts (en anglais seulement).

Vieillir activement Canada est un organisme de bienfaisance national; pour en savoir plus long sur ses activités, visitez le site www.activeagingcanada.ca/fr pour télécharger une copie numérique ou remplir un formulaire de commande pour une copie gratuite par la poste.

Mars 2021 (juin 2021) - Les 2 Rives - 21

Les Frigos Touski, ces frigos communautaires qui n'ont pas été mis en fonction durant l'été 2020 en raison de la pandémie, sont de retour cette année.

La Table de concertation « Agir pour la sécurité alimentaire Pierre-De Saurel » invite la population à aller les visiter au Carrefour de la vieille Gare (191, rue du Roi à Sorel-Tracy), au parc Raymond-Perron (635, rue Lambert à Saint-Roch-de-Richelieu) et à la Porte du Passant (80, rue Phipps à Sorel-Tracy).

« Ne vous gênez pas pour venir garnir les frigos avec vos surplus de fruits et légumes qui proviennent de vos potagers. Les aliments qui seront dans ces frigos seront en libre-service, n'importe qui peut venir en prendre. Soyez juste courtois, pensez aux autres! Nous vous demandons également une attention particulière afin de respecter les règles sanitaires affichées », soutient la chargée de projet pour les Frigos Touski, Brigitte Berger.



Ces trois frigos font partie d'un circuit qui s'agrandira cette année. L'objectif est la mise en place de six autres frigos supplémentaires sur le territoire de la MRC de

Pierre-De Saurel. Cette initiative est un projet collectif des organismes siégeant au sein de la concertation.

Pour d'autres détails, on peut se rendre sur .la page Facebook des Frigos Touski.

[Retour à la table des matières](#)



Laval: un service pour vous aider à trouver un logement à louer

Le Journal de Montréal – 2021-06-22

Par : Agence QMI

<https://www.journaldemontreal.com/2021/06/22/laval-un-service-pour-vous-aider-un-trouver-un-logement-a-louer>

Si le déménagement du 1er juillet suscite déjà des appréhensions chez nombre de ménages lavallois qui font face à la hausse des prix des loyers, le Service d'aide à la recherche de logement (SARL) propose d'aider les locataires dans leurs démarches.

Selon l'initiative de l'Office municipal d'habitation de Laval (OMHL), l'accompagnement proposé se fera selon la situation des revenus des ménages, soumis à certains critères d'éligibilité.

Le SARL propose un éventail d'outils pour ceux qui sont à la recherche d'un toit ou risquent de se retrouver sans logement d'ici le 1er juillet à Laval.

«Ce service de soutien est destiné exclusivement aux citoyens et aux citoyennes de la ville de Laval à la recherche d'un logement et vivant une situation d'habitation à risque d'itinérance, ou dont le logement ne correspond plus à leurs besoins particuliers», a-t-on précisé.

[Retour à la table des matières](#)



La Ville se dit prête à soutenir tous les ménages qui seront à la rue le 1er juillet

Métro – 2021-06-23

Par : Naomie Gelper

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2659486/la-ville-se-dit-prete-a-soutenir-tous-les-menages-qui-seront-a-la-rue-le-1er-juillet/>

Plus de 80 ménages montréalais se retrouveront sans logement le premier juillet, mais ce chiffre pourrait bien doubler d'ici une semaine, selon un organisme. Cependant, la Ville de Montréal est confiante de pouvoir aider tous ceux qui se retrouveront à la rue, faute d'avoir trouvé un logement abordable.

Comme à chaque année durant la période des déménagements, la Ville de Montréal met en place des services pour accompagner les familles sans logis. Elle offre de l'aide à la recherche de logements, de l'hébergement, de l'entreposage temporaire, ainsi que de l'aide au déménagement.

C'est par le biais du service du 311 que les Montréalais peuvent faire une demande d'aide. L'attachée de presse du cabinet de la mairesse de Montréal, Marikym Gaudreault, indique que la Ville estime recevoir autour de 1000 appels en 2021.

En date du 11 juin, le service comptabilisait 386 appels traités, deux ménages ayant bénéficié d'un hébergement et 93 ménages ayant bénéficié des services d'aide au relogement.

Sans préciser le nombre exact, Mme Gaudreault affirme toutefois que la capacité des ressources «est bien au-delà» de 1000 et assure que la Ville pourra aider toutes les personnes qui feront une demande.

«On ne veut laisser personne derrière au premier juillet en termes de situation d'itinérance. On ne veut pas voir ça et on a pris les mesures nécessaires depuis plusieurs mois», ajoute-t-elle.

Cette année, plusieurs améliorations ont d'ailleurs été apportées au service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), comme la possibilité de réserver à l'avance des logements pouvant bénéficier du programme de subvention au loyer.

Une demande en continue

Selon les informations de la porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Véronique Laflamme, 83 ménages montréalais n'ont toujours pas de trouvé de logement en vue du premier juillet et sont actuellement accompagnés par le service d'aide de la Ville de Montréal.

Cependant, ce chiffre devrait continuer d'augmenter chaque jour et pourrait même doubler d'ici le premier juillet, affirme-t-elle.

De plus, Véronique Laflamme soutient qu'il y a eu plus de demandes d'aide au service d'urgence de la Ville de Montréal cette année que l'an dernier à pareille date.

Considérant que le taux d'inoccupation a pourtant augmenté depuis juillet 2020, cela confirme qu'il y a bel et bien une crise du logement abordable, indique-t-elle.



En effet, les loyers des logements actuellement disponibles sur le marché sont 25% à 35% plus cher que les baux actuellement en vigueur.

Pour l'ensemble du Grand Montréal, la situation est encore plus préoccupante étant donné que ce sont plus de 160 ménages qui n'ont toujours pas trouvé de logement pour le premier juillet et qui ont demandé de l'aide, laisse savoir Véronique Laflamme.

«Ce chiffre pourrait être plus important puisque il y a des municipalités où il n'y a pas de service d'aide au relogement. Aussi, des locataires qui ne connaissent pas l'existence des services d'aide pourraient ne pas s'être encore manifestés», précise-t-elle.

Urgence d'agir contre les évictions

Par ailleurs, le FRAPRU remarque que 40% des demandes d'aide proviennent de locataires qui ont subi des évictions pour rénovations majeures, subdivision, agrandissement ou affectation ou reprise de possession.

Pour Véronique Laflamme, cela illustre l'urgence d'agir pour que le gouvernement du Québec protège mieux les locataires contre les évictions et qu'il investisse davantage en logements sociaux.

Par ailleurs, selon les données du FRAPRU, près de la moitié (45%) des demandes d'aide au service de référence proviennent de Hochelaga-Maisonneuve, Villeray-Saint-Michel-Petite Patrie, Rosemont-Petite-Patrie, Montréal-Nord et Le Sud-Ouest.

«Ce sont des secteurs pour la plupart où les évictions frauduleuses et les reprise de logement se multiplient et où il y a beaucoup de spéculation immobilière», souligne Véronique Laflamme.

La porte-parole précise aussi que Montréal-Nord est un des secteurs où le taux d'inoccupation est le plus bas, soit 0,6%. «On craint que la pénurie de logements contribue à augmenter rapidement les loyers et aggrave la situation des locataires qui sont déjà malmenés par la pauvreté et la crise sanitaire», ajoute-t-elle.

[Retour à la table des matières](#)



Ottawa investit pour la création rapide de 12 logements à Manawan

Radio-Canada – 2021-06-23

Par : Marie-Laure Josselin

<https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1803988/ottawa-logement-manawan-atikamekw-investissement-penurie>

Manawan va se doter rapidement de 12 nouveaux logements abordables grâce à un investissement de plus de 2 millions de dollars du gouvernement fédéral.

Cet investissement provient de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL), un programme visant à répondre aux besoins urgents de personnes vulnérables en matière de logement, surtout dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

C'est une bonne nouvelle, a déclaré le vice-chef du Conseil des Atikamekw de Manawan, Sipi Flamand.

Car la pénurie du logement entraîne des problèmes sociaux dans les communautés autochtones et le gouvernement devra répondre rapidement à cette crise qui perdure depuis des années.

Selon le dernier rapport du Directeur parlementaire du budget, intitulé Logement pour les Autochtones vivant en milieu urbain, rural et nordique, près de 20 % des ménages autochtones recensés en 2020 ont des besoins de logement.

Ce programme est l'un des moyens par lesquels la Stratégie nationale sur le logement de notre gouvernement s'attaque aux obstacles uniques auxquels font face des communautés des Premières Nations, a précisé dans un communiqué le ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ahmed Hussen.

Il y a deux semaines, les Abénakis de Wôlinak avaient reçu, du même programme, un financement de 900 000 \$ pour la construction immédiate de six logements modulaires abordables.

En avril, Ottawa avait aussi annoncé un investissement de 17 millions de dollars pour la construction rapide de 84 logements abordables au profit des Premières Nations de la Saskatchewan.

Le gouvernement de Justin Trudeau avait rendu publique la mise sur pied de ce programme d'un milliard de dollars en septembre 2020. Il prévoyait la construction de 3000 nouveaux logements à prix abordable, une cible atteinte puisque, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, il y aurait eu la construction de 4700 logements à l'échelle du pays.

Près de 40 % de tous les logements créés dans le cadre de ce programme sont destinés aux Autochtones.

[Retour à la table des matières](#)



Plus de 3000 repas végétaliens pour des personnes dans le besoin

Métro – 2021-06-26

Par : François Lemieux

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2660324/3000-repas-vegetaliens-pour-personnes-dans-besoin/>

Une collaboration entre la Mission Bon Accueil et l'ex-joueur de hockey devenu animateur à la radio, Georges Laraque, a permis la distribution de 200 repas végétaliens à des personnes dans le besoin, samedi après-midi, à la place Émilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal. En tout, ce sont plus de 3000 repas qui seront bientôt remis à huit organismes venant en aide aux plus démunis à la suite d'un pari perdu de l'ancien joueur des Canadiens de Montréal.

Végétalien depuis plusieurs années, Laraque a fait le pari, en ondes au début des séries, avec son agent, David Etedgui, que si les Canadiens de Montréal atteignaient la finale de la Coupe Stanley, il mangerait un poulet.

«C'était au début des séries. La fin de saison du Canadien de Montréal était tellement pas bonne que j'ai ri de lui. Le Canadien était quand même à 12 victoires d'atteindre la finale. Avant la série contre Las Vegas, mon agent a ri à son tour et a dit qu'ils étaient pas mal proches. Vu qu'il savait que j'étais végétalien, il m'a suggéré à la place d'acheter 50 poulets pour les sans-abris», explique Laraque.

Mais comme ce dernier est végétalien, non seulement il ne mange pas de poulet, il ne veut pas en acheter non plus. Il a alors proposé, à la suite de la victoire des Canadiens contre les Golden Knights de Las Vegas, d'acheter plutôt 100 repas végétaliens pour les sans-abris.

Relayée sur les réseaux sociaux, l'initiative a fait son chemin et avant longtemps, 15 restaurants végétaliens de la métropole avaient offert de donner des repas.

Comme il était impossible de donner plus de 3000 repas en un seul après-midi, les denrées restantes, qui n'ont pu être remises à des personnes dans le besoin par la Mission Bon Accueil samedi, seront distribués par huit organismes montréalais.

«Ça va aider les fondations à recruter d'autres bénévoles et mettre en lumière ce qu'ils font parce que nous, on fait ça aujourd'hui, mais les fondations font ça tous les jours. La semaine prochaine, elles devront continuer à recruter de l'argent», souligne Laraque qui a lui-même enfilé un tablier pour distribuer des repas, samedi.

Logement

De son côté, le président directeur-général de la Mission Bon Accueil, Sam Watts dit apprécier la générosité non seulement de l'ex-joueur de hockey professionnel, mais aussi de ses auditeurs et de tous les Montréalais qui ont répondu à ce défi pour venir en aide aux plus vulnérables.

«C'est toujours difficile d'être sans logement et d'être dans une situation d'insécurité alimentaire. Ce sont les deux différents piliers de la santé. Pour venir en aide, il faut être capable d'aider les gens à accéder à un logement permanent. Un repas, oui, c'est bien. Mais ce n'est que le début. Alors, j'espère qu'on va être capable, au cours des semaines et des mois qui s'en viennent de les aider à accéder à un logement permanent», indique-t-il.



La Mission Bon Accueil a d'ailleurs lancé un projet pilote intitulé le Projet Bienvenue, qui vise à aider des personnes en situation d'itinérance à se trouver un chez-soi adapté à leurs besoins avant le 30 juin.

«On a une crise du logement. Ça nous amène à être créatifs pour trouver des logements permanents pour les gens et on va continuer», soutient M. Watts.

Ce dernier précise que 30 baux ont déjà été signés. L'objectif est d'atteindre 75 signatures de baux d'ici le 30 juin.

[Retour à la table des matières](#)



Itinérantes à Montréal : Comment les loger en pleine crise du logement ?

La Presse – 2021-06-26

Par : Marina Boulos-Winton, Directrice générale de La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris

<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2021-06-26/itinerantes-a-montreal/comment-les-loger-en-pleine-crise-du-logement.php>

La journée nationale du déménagement à Montréal approche à grands pas. Vous êtes en train de finaliser vos cartons. Le jour J, en fin de journée, ce sera pizza et bières pour les amis venus vous aider. Et puis, assis dans la cuisine en train de relaxer, vous observerez une bosse sur votre réfrigérateur. On le connaît tous, ce nouveau départ !

Tous... ou presque ! Malheureusement, il y a des gens pour qui déménager rime avec anxiété. Qui vivent avec le stress d'avoir été expulsés de leur domicile sans plan B. Qui vivent avec l'insécurité de ne pas avoir de toit sur leur tête. Ces gens, ce sont des hommes, mais aussi des femmes, désormais dans la rue. Chez Doris, un refuge pour femmes, c'est plus de 875 femmes itinérantes uniques que nous avons desservies entre avril 2020 et mars 2021. Une hausse de plus de 50 % de la clientèle itinérante par rapport à nos données pré-COVID-19.

Comment fait-on alors pour (re)loger ces 875 femmes, et plus encore, leur est-il possible financièrement de le faire ? Regardons les chiffres. En 2020, le montant des prestations d'aide sociale chaque mois était de 663 \$. Or, le prix d'un loyer moyen dans le Grand Montréal a atteint 891 \$ en 2020 (source : SCHL) et n'est qu'en progression depuis. Faites le calcul. Il manque 228 \$ par mois. La solution se trouve-t-elle du côté des logements abordables ? Pas plus, puisque le taux d'inoccupation est de 1,6 % dans la région de Montréal.

En prenant en compte toutes ces données, il est évident que les femmes vulnérables, bien qu'elles reçoivent de l'aide sociale, ne peuvent se trouver un appartement à prix modique, et encore moins se permettre les autres dépenses essentielles... comme manger !

C'est pourquoi, avec la hausse substantielle du nombre de femmes itinérantes dans les rues montréalaises et la croissance du prix des loyers, nous devons miser sur des solutions durables pour les aider. Pour Chez Doris, il est clair que la construction de logements abordables et sociaux est une solution à long terme à la crise du logement. Cependant, avec des dates de livraison très éloignées, les logements abordables et sociaux ne répondent pas à l'immédiateté du problème. Il nous faut donc trouver d'autres solutions plus rapides. Vers quoi pouvons-nous alors nous tourner ?

Des besoins différents

Nous devons d'abord considérer le degré de responsabilité que ces femmes sont capables d'assumer. En effet, chacune a son histoire, ses défis, ce qui fait que leurs besoins sont complètement différents de l'une à l'autre.

Non seulement sont-elles confrontées à la hausse des loyers, et au risque de devenir itinérantes, mais certains antécédents de traumatisme, de violence, de pauvreté, de toxicomanie, de handicap physique ou de maladie mentale impliquent que certaines aient besoin d'un soutien psychosocial.



Un élément à prendre en compte dans les solutions amenées. D'où l'intérêt d'offrir une variété dans l'offre des logements, permanents ou non, ainsi qu'à court et moyen terme : refuge de nuit, chambre d'hôtel, chambre dans une maison d'accueil, appartement subventionné par le programme de logements subventionnés (PSL), ou le logement modulaire (idée développée à Vancouver pour répondre à l'augmentation du nombre de sans-abri). Il n'y a donc pas une seule solution à cette crise du logement, mais bien plusieurs.

La pandémie que nous venons de traverser aura mis en lumière, voire exacerbé de nombreux problèmes sociaux, dont le manque de logement ou encore les enjeux de santé mentale, dont les effets perdureront bien au-delà de la pandémie. Bien que des pistes de solutions existent pour aider à reloger les femmes itinérantes, l'aide financière demeure(ra) essentielle pour mettre en place de tels projets. Les gouvernements, autant provincial que fédéral, devront nous donner les moyens dans les prochains mois, voire les prochaines années, de reloger ces femmes et de les aider à redevenir des citoyennes à part entière. Et leur permettre, un jour, d'offrir de la pizza aux amis venus les aider à déménager.

[Retour à la table des matières](#)



Hôtel-Dieu: un nouveau centre d'hébergement d'urgence pour aider les itinérants à se loger

24 heures – 2021-06-29

<https://www.24heures.ca/2021/06/29/hotel-dieu-un-nouveau-centre-dhebergement-durgence-pour-aider-les-itinerants-a-se-loger>

Un centre d'hébergement d'urgence pour sans-abri ouvrira ses portes le 1er juillet à l'Hôtel-Dieu de Montréal, avec une nouvelle mission: aider les personnes en situation d'itinérance à se loger pour de bon.

Le nouveau centre, sur le site de l'ancien hôpital, remplacera le refuge d'urgence de l'hôtel Place Dupuis, ouvert en pleine pandémie.

Sebastien St-Jean/24Heures/Agence QMI

Le centre de l'Hôtel-Dieu offrira moins de places que la Place Dupuis – un maximum de 200 places, à terme, contre 370 précédemment –, mais c'est surtout la qualité de l'approche qui en fera un lieu innovateur, soutient le directeur général de la Mission Bon Accueil, Sam Watts.

«La grosse différence, c'est que ça va être un lieu ouvert 24/7, avec un accent sur le logement permanent et des connexions au réseau de santé urbain», explique-t-il. Un besoin criant auquel il fallait à tout prix répondre, selon lui.

«Ça fait des décennies qu'on offre des services d'urgence temporaires, que les gens doivent quitter le jour... Bonne chance pour t'en sortir! Pour lutter contre l'itinérance chronique, il faut un service 24 heures afin de mieux connaître les gens et assurer un suivi personnalisé. L'objectif, ici, c'est de les aider à se stabiliser pour trouver des logements permanents, afin qu'ils ne reviennent plus. On veut solutionner l'itinérance», insiste-t-il.

Dès l'ouverture, le centre disposera d'assez de places pour accueillir les 100 personnes qui sont actuellement logées à la Place Dupuis.

Plusieurs acteurs impliqués

L'initiative est un partenariat entre la Mission Bon Accueil, la Mission Old Brewery, le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

La Mission Old Brewery offrira des services de jour pour aider les résidents à faire une demande d'aide sociale ou de supplément au loyer et à obtenir des pièces d'identité, en plus d'assurer des suivis avec les personnes souffrant de troubles de santé mentale.

Photo JOEL LEMAY / AGENCE QMI

Le directeur général de la Mission, James Hughes, précise qu'il s'agira d'une version bonifiée de son Projet de réaffiliation en itinérance et santé mentale (PRISM), qui a déjà prouvé son efficacité dans le passé en permettant à plusieurs bénéficiaires de sortir de la rue.

«Nous sommes optimistes, puisque notre projet a déjà fait ses preuves: en moins de deux ans, 103 des 140 participants sont sortis de la rue en moins de six semaines», dit-il.



La Mission Bon Accueil fournira quant à elle les repas et un service de nuit.

À terme, différents services médicaux devraient également être offerts sur place, ce qui constituerait un énorme pas dans la bonne direction pour sortir les gens de la rue, selon James Hughes.

«Rattacher les services de santé aux services communautaires pour que tout soit au même endroit, ça serait une combinaison très prometteuse. Pour nous, idéalement, il n’y aurait plus de besoin pour des services d’urgence comme les refuges dans le futur», dit-il.

À la recherche d’une solution à long terme

Évidemment, cet objectif prendra du temps à se concrétiser, puisque le nombre de personnes en situation d’itinérance ne cesse d’augmenter à Montréal, explique James Hughes.

Malgré le plan d’action annoncé dans les derniers jours par le gouvernement afin de soutenir les Québécois en situation précaire à l’approche du 1er juillet, il déplore que les solutions ne soient pas adaptées à la clientèle la plus vulnérable.

«C’est un bon début, mais il manque d’innovation pour connecter ces individus à l’aide au logement. Souvent, les démarches sont longues et les preuves d’éligibilité demandée sont difficiles à obtenir. Les programmes ne sont pas adaptés aux personnes en situation d’extrême pauvreté, soutient-il. Nous, ce qu’on offre, c’est un lieu d’accueil et d’accompagnement pour se trouver un logement... mais s’il n’y en a pas, on fait tout ça pour rien», conclut-il.

[Retour à la table des matières](#)



Marché solidaire à Pointe-Claire

Ouest-de-l'Île – 2021-06-30 – p. 9

Par : Mohammed Aziz Mestiri

Ouest journalmetro.com
Le mercredi 30 juin 2021

PRÈS DE CHEZ VOUS 9

Marché solidaire à Pointe-Claire

Alimentation. Du 7 juillet au 13 octobre, le stationnement de l'Aréna Bob-Birnie accueillera le premier marché solidaire ouvert au public à Pointe-Claire. Le projet pilote de sécurité alimentaire découle d'un travail de concertation de trois ans entre organismes communautaires et résidents de la ville.

182 kg

La quantité d'aliments sera distribuée à chaque marché. Les plus vulnérables n'ont pas de budget alimentaire.

Le marché sera ouvert de quatre heures à Vaudreuil, à Senneville, à Hudson et à Dorion.

Les produits seront récoltés la veille ou le jour même de leur mise en marché, explique la coordinatrice du projet à la Table de quartier Sud de l'Ouest-de-l'Île (TQSOI), Camille Rivet. La majorité n'a pas été exposée aux pesticides et une partie est certifiée biologique.

La composante solidaire du marché réside dans l'ajustement des prix. Les clients éprouvant des difficultés financières pourront acquitter la moitié de leur facture. Il sera possible d'arrondir sa facture à la hausse au choix, pour permettre les rabais aux résidents dans le besoin.

La TQSOI joue un rôle de concertation. Elle organise des tables rondes rassemblant des partenaires communautaires, afin de coordonner des projets de quartier autour de problèmes d'accès à la qualité de vie, tels l'alimentation, le transport ou le logement.

Pour ce projet de marché solidaire, la Table s'est associée avec l'organisme Corbeille de Pain, qui tient depuis presque deux ans le premier marché solidaire de l'Ouest-de-l'Île, basé à Pierrefonds.

L'initiative de Pointe-Claire a reçu une subvention en 2018 par la Direction de santé publique (DRSP), dans le cadre



Une première expérimentation s'est tenue l'année dernière dans la résidence Edwin-Cawford. Elle était réservée à une trentaine de personnes.

du Programme de soutien à l'amélioration de l'accès aux fruits et légumes à Montréal. La direction a mené par le passé des études géographiques, révélant que près de 33% de la population de l'Ouest-de-l'Île a un accès limité aux produits frais.

Diagnostic

Avant de procéder à l'installation du marché, un travail d'enquête a été mené par la TQSOI au cours de la première année du projet pour diagnostiquer les difficultés précises d'accès aux aliments frais.

«Notre ligne directrice,

c'est qu'il faut construire une initiative pertinente d'abord et avant tout pour le quartier», explique M^{me} Rivet.

Un sondage a été mené auprès de 494 répondants. Il y a eu aussi une étude des chaînes d'approvisionnement tenues par les organismes et banques alimentaires.

La sélection du secteur à desservir dans Pointe-Claire s'est faite selon l'identification de difficultés d'accès économique, mais surtout géographique.

L'espace ne comprend pas de carrefours de commerce à proximité. Les aliments sont

accessibles à des paliers de prix relativement élevés pour les budgets de certains résidents, qui doivent alors se déplacer plus loin pour accéder à un commerce plus abordable.

«Près de deux tiers de la population de la zone est constituée de personnes âgées. Plusieurs personnes souffrent de limites fonctionnelles et ne peuvent se déplacer seules», ajoute M^{me} Rivet.

Impliquer le voisinage

Une dernière étape a consisté à mobiliser les résidents pour prendre part à trois séances

de discussions tenues par la

TQSOI afin de choisir la forme exacte du projet.

Les participants ont voulu un projet offrant de la proximité, ainsi que la possibilité d'obtenir les aliments de leur choix, «un format de panier alimentaire était intéressant, mais c'est le marché qui convenait le plus», relate M^{me} Rivet.

Plus loin, les habitants ont voulu un espace rassembleur du voisinage. Les gens ont aussi pu se connaître et planifier des formes d'entraide. Une Pointe-Claireise planifie utiliser son chariot et faire l'épicerie pour plusieurs adresses.



FRANÇOISE TALLEY, TABLE QUARTIER SUD PIERREFONDS



Assemblée à table : Françoise Talley, Catherine Gauthier, Camille Rivet, Daniel Longtin, et Jean-Louis M. D'Amboise, Jean-Benoît Gauthier

DE LA PART DE VOTRE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Joyeuse Fête du Canada !

Happy Canada Day!

CÉLÉBRER À PIERREFONDS ROXBORO ENSEMBLE

CELEBRATING IN PIERREFONDS ROXBORO TOGETHER

Pierrefonds Roxboro Montréal

Alimentation. Du 7 juillet au 13 octobre, le stationnement de l'Aréna Bob-Birnie accueillera le premier marché solidaire ouvert au public à Pointe-Claire. Le projet pilote de sécurité alimentaire découle d'un travail de concertation de trois ans entre organismes communautaires et résidents de la ville.

L'étalage sera ouvert les mercredis aux deux semaines, de 16 h à 18 h 30. Des fruits et légumes frais seront mis en vente, en provenance de quatre fermes situées à Vaudreuil, à Senneville, à Hudson et à Dorion. Les produits seront récoltés la veille ou le jour même de leur mise en marché, explique la coordinatrice du projet à la Table de quartier Sud de l'Ouest-de-l'Île (TQSOI), Camille Rivet. La majorité n'a pas été exposée aux pesticides et une partie est certifiée biologique.



La composante solidaire du marché réside dans l'ajustement des prix. Les clients éprouvant des difficultés financières pourront acquitter la moitié de leur facture. Il sera possible d'arrondir sa facture à la hausse au choix, pour permettre les rabais aux résidents dans le besoin.

La TQSOI joue un rôle de concertation. Elle organise des tables rondes rassemblant des partenaires communautaires, afin de coordonner des projets de quartier autour de problématiques d'accès à la qualité de vie, tels l'alimentation, le transport ou le logement.

Pour ce projet de marché solidaire, la Table s'est associée avec l'organisme Corbeille de Pain, qui tient depuis presque deux ans le premier marché solidaire de l'Ouest-de-l'Île, basé à Pierrefonds. L'initiative de Pointe-Claire a reçu une subvention en 2018 par la Direction de santé publique (DRSP), dans le cadre du Programme de soutien à l'amélioration de l'accès aux fruits et légumes à Montréal. La direction a mené par le passé des études géographiques, révélant que près de 83 % de la population de l'Ouest-de-l'Île a un accès limité aux produits frais.

Diagnostiquer Avant de procéder à l'installation du marché, un travail d'enquête a été mené par la TQSOI au cours de la première année du projet pour diagnostiquer les difficultés précises d'accès aux aliments frais.

«Notre ligne directrice, c'est qu'il faut construire une initiative pertinente d'abord et avant tout pour le quartier», explique Mme Rivet. Un sondage a été mené auprès de 494 répondants. Il y a eu aussi une étude des chaînes d'approvisionnement tenues par les organismes et banques alimentaires.

La sélection du secteur à desservir dans Pointe-Claire s'est faite selon l'identification de difficultés d'accès économique, mais surtout géographique.

L'espace ne comprend pas de carrefours de commerce à proximité. Les aliments sont accessibles à des paliers de prix relativement élevés pour les budgets de certains résidents, qui doivent alors se déplacer plus loin pour accéder à un commerce plus abordable.

«Près du deux tiers de la population de la zone est constituée de personnes âgées. Plusieurs personnes souffrent de limites fonctionnelles et ne peuvent se déplacer seules», ajoute Mme Rivet.

Impliquer le voisinage Une dernière étape a consisté à mobiliser les résidents pour prendre part à trois séances de discussions tenues par la TQSOI, afin de choisir la forme exacte du projet.

Les participants ont voulu un projet offrant de la proximité, ainsi que la possibilité d'obtenir les aliments de leur choix. «Un format de panier alimentaire était intéressant, mais c'est le marché qui convenait le plus», relate Mme Rivet. Plus loin, les habitants ont voulu un espace rassembleur du voisinage. Les gens ont aussi pu se connaître et planifier des formes d'entraide. Une Pointe-Claire planifie utiliser son chariot et faire l'épicerie pour plusieurs adresses.

182 kg La quantité d'aliments qui sera distribuée à chaque marché. Les surplus seront remis à des banques alimentaires.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Aires protégées d'Afrique centrale : un nouveau rapport propose des voies pour améliorer leur efficacité

Cirad – 2021-06-21

Par : AFP

<https://www.cirad.fr/espace-presse/communiqués-de-presse/2021/aires-protégées-d-afrique-centrale-etat-2020>

L'Afrique centrale compte aujourd'hui plus de 200 aires protégées pour une superficie totale de 800 000 km², soit environ deux fois la superficie du Cameroun. Sur les dix pays de la région, les aires protégées ont ainsi doublé en nombre et en taille depuis vingt ans. Selon le nouveau rapport « Aires protégées d'Afrique centrale : État 2020 », l'Afrique centrale remplit quasiment les objectifs internationaux en termes de superficie protégée. Cependant, ces aires sont souvent malmenées et témoignent d'une gestion qui pourrait être améliorée. Dans une optique de développement durable, les auteurs du rapport insistent sur la richesse d'un capital naturel à protéger, qui participe en retour au développement socio-économique de la région.

Le 29 juin 2021, l'Observatoire des forêts d'Afrique centrale (OFAC) a présenté le bilan actualisé de l'état des aires protégées dans les dix pays membres de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC).

« Ce rapport vise à aider tous les pays d'Afrique centrale à mieux gérer leurs aires protégées mais surtout à promouvoir la coopération sous-régionale sur des enjeux communs et transfrontaliers, précise Hervé Martial Maidou, secrétaire exécutif de la COMIFAC. Il propose une vision de partenariat entre les gestionnaires d'aires protégées, les communautés, les gouvernements et la société civile, avec pour but commun d'améliorer les efforts de conservation et de contribuer à atteindre les objectifs mondiaux de préservation de la diversité biologique. »

Ce rapport vise à aider tous les pays d'Afrique centrale à mieux gérer leurs aires protégées mais surtout à promouvoir la coopération sous-régionale sur des enjeux communs et transfrontaliers
Hervé Martial Maidou
secrétaire exécutif de la COMIFAC

Rédigé par un groupe d'experts spécialisés dans la conservation en Afrique centrale, avec l'appui financier de l'Organisation des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (OEACP) et de l'Union européenne (UE), par le biais des projets BIOPAMA et RIOFAC, ainsi que de la GIZ, « Aires protégées d'Afrique centrale : État 2020 » fait suite à une première édition publiée en 2015, devenue aujourd'hui la publication phare sur les aires protégées de la région.

Cette édition 2020, coordonnée par trois éditeurs scientifiques du Cirad et de l'OFAC-COMIFAC, rassemble au total plus de 90 auteurs et contributeurs d'Afrique centrale et d'ailleurs. Elle dresse un portrait harmonisé du réseau des 206 aires protégées de l'ensemble de la région. Le rapport montre, sans ambiguïtés, que les réseaux nationaux et le réseau sous régional ont été fortement renforcés mais qu'ils font face à de nombreux défis. Des analyses détaillées, destinées à éclairer les décideurs et les gestionnaires, explorent ainsi plusieurs thématiques nouvelles : gouvernance, écotourisme, conflits homme-éléphant, transhumance, mines et industrie pétrolière. Ce document montre l'importance des aires protégées pour le développement durable de l'Afrique centrale : il a pour objectif de contribuer à un dialogue multisectoriel et à une meilleure intégration de ces domaines dans les stratégies de développement des pays.



Cette publication aidera à cibler les types d'intervention et d'investissement nécessaires pour améliorer la gouvernance et la gestion des aires protégées

Trevor Sandwith

directeur du Programme global des aires protégées et conservées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

« L'année 2020 a marqué un moment décisif dans la conservation de la nature, car le monde fait le point sur les progrès du plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 et négocie le nouveau cadre mondial pour la biodiversité, souligne Trevor Sandwith, directeur du Programme global des aires protégées et conservées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Ce rapport apporte une contribution significative à l'analyse des nombreux facteurs qui contribuent au succès des aires protégées en Afrique centrale mais aussi des défis qu'il faudra dépasser pour atteindre les objectifs globaux fixés. Cette publication aidera donc à cibler les types d'intervention et d'investissement nécessaires pour améliorer la gouvernance et la gestion des aires protégées et pour soutenir leur efficacité en tant que fondement, non seulement de la vie sur terre et de la vie sous l'eau, mais aussi pour les objectifs de développement durable de notre planète. »

Les aires protégées d'Afrique centrale recouvrent 15 % de la surface terrestre et 5 % de la surface marine de la région, ce qui représente un progrès significatif vers l'atteinte des Objectifs d'Aichi – fixés à 17 % pour les zones terrestres et 10 % pour les zones marines – adoptés par les pays signataires de la Convention sur la diversité biologique en 2010. « Actuellement, 70 % des mangroves, 20 % des forêts humides, 15 % des savanes et forêts semi-sèches sont protégées », précise Charles Doumenge, chercheur au Cirad et premier éditeur scientifique du rapport.

Les pays d'Afrique centrale ont quasiment atteint les Objectifs d'Aichi et se dirigent désormais vers les objectifs post-2020 qui demandent d'atteindre 30 % de protection des territoires.

Charles Doumenges

écologue forestier au Cirad, 1er éditeur scientifique du rapport

En revanche, l'efficacité de la gestion de ces surfaces reste encore à améliorer. En effet, plusieurs facteurs, dont le manque de moyens humains et financiers, la faible participation des populations locales, le peu de données sur les zones à contrôler en priorité, nécessitent une attention particulière dans les futures interventions.

En neuf chapitres, le rapport « Aires protégées d'Afrique centrale : État 2020 » revient sur les enjeux principaux auxquels fait face la région. Le lancement du rapport, le 29 juin 2021, a notamment été l'occasion de revenir sur deux de ces thèmes : la gouvernance des aires protégées et la relation avec les industries extractives.

Mieux intégrer les populations locales dans la gestion des aires protégées en Afrique centrale

Accroître le rôle des communautés dans la gestion des aires protégées est la principale recommandation des auteurs du chapitre sur la gouvernance. Les systèmes intégrant les communautés locales sont en effet ceux qui montrent les meilleurs résultats en termes de conservation des ressources naturelles et de bien-être des populations.

Actuellement, l'UICN reconnaît quatre types de gouvernance des aires protégées :

Publique : la gestion revient entièrement au gouvernement ;



Partagée : la gestion est partagée entre des entités publiques et privées (par exemple, via des partenariats public-privé) ;

Privée : la gouvernance est assurée par des entités privées ;

Communautaire : les communautés locales gèrent elles-mêmes les aires protégées.

En Afrique centrale, 85 % des aires protégées bénéficient actuellement d'un système de gouvernance publique. La gouvernance partagée représente environ 14 % des types de gestion, et le 1 % restant regroupe des rares cas de gouvernance entièrement privée ou communautaire. Dans le cadre d'une gouvernance partagée, elle s'organise le plus souvent avec des organismes privés à but non lucratif, comme des ONG, via des partenariats public-privé et, plus rarement, avec des communautés.

Selon Patrice Bigombe Logo, directeur du Centre de Recherche et d'Action pour le Développement durable (CERAD), les bénéfices à tirer de ces modes de gestion en plein développement sont nombreux : « Il existe aujourd'hui plusieurs contrats qui délèguent la gestion des aires protégées via des partenariats public-privé. On remarque que ce type de partenariat permet d'améliorer rapidement l'efficacité de gestion des aires, grâce à un appui financier et humain régulier. Par ailleurs, c'est un système qui inclut facilement les populations locales, à travers des concertations, la prise de décision ou via la création d'emplois. »

D'autres recommandations concernent notamment :

La législation : l'encadrement juridique de la gouvernance des aires protégées date en effet de la période coloniale. Les auteurs appellent à de nouveaux textes de lois, adaptés, opérationnels et cohérents.

La coopération régionale : de nombreuses aires étant transfrontalières, une refondation de la coordination institutionnelle régionale du réseau des aires protégées d'Afrique centrale apparaît nécessaire.

L'appui aux parties-prenantes : les projets actuels d'appuis techniques, matériels, financiers et humains sont souvent restreints à un maximum de cinq ans. Les auteurs plaident pour un accompagnement à moyen-terme, planifié sur un minimum de dix ans.

Concilier protection de la biodiversité et développement : améliorer les relations avec les industries extractives

« En Afrique centrale, environ la moitié du réseau d'aires protégées est actuellement menacée par des permis d'exploitation pétrolière et gazière, note Georges Belmont Tchoumba, coordinateur régional du programme Forêt du WWF en Afrique centrale. Le pourcentage monte à 60 % si on inclut l'industrie minière. Des permis sont déjà accordés dans 27 % des aires protégées. »

Les industries extractives représentent un secteur économiquement puissant. Les aires protégées font ainsi face à une asymétrie de moyens et d'investissements, et elles sont défavorisées lors de débats autour des politiques de développement économique.

« C'est oublier l'importance de la biodiversité pour un développement durable, déplore Charles Doumenge du Cirad, premier éditeur scientifique du rapport. On sait, par exemple, que conserver une bonne couverture forestière permet d'améliorer la fertilité des sols et d'augmenter la pluviométrie, ce qui assure une protection pour le secteur agricole et donc la sécurité alimentaire d'une région. »



Plutôt que d'opposer conservation et développement, les auteurs proposent donc de renforcer la gestion des impacts des industries extractives : les bannir dans certaines zones très riches en biodiversité (où il y a des espèces emblématiques menacées par exemple) ; les permettre dans d'autres zones selon des conditions strictes guidées par des études d'impacts environnementaux.

« L'objectif du rapport 2020 sur les aires protégées d'Afrique centrale, c'est de montrer que protection de la biodiversité et développement socio-économique sont intrinsèquement liés, conclut Florence Palla, coordinatrice régionale du projet RIOFAC et coéditrice scientifique du rapport. Dans une optique de développement durable, les aires protégées s'inscrivent pleinement dans les systèmes productifs, à condition d'inclure les populations locales dans leur gestion. »

[Retour à la table des matières](#)



L'escalade de la violence menace les civils au Niger, selon l'ONU

Xinhua Net – 2021-06-26

http://french.xinhuanet.com/2021-06/26/c_1310028440.htm

NEW YORK (Nations Unies), 25 juin (Xinhua) -- Les Nations Unies ont prévenu vendredi que l'escalade de la violence le long des frontières du Niger avec le Burkina Faso, le Mali et le Nigeria menace la santé et la sécurité d'une population civile durement touchée.

"L'insécurité a contraint à des déplacements plus de 537.000 personnes à travers le pays", a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH). "Elle a également affecté l'accès des populations aux services sociaux de base, notamment l'éducation et les soins de santé", a-t-il déploré.

Jeudi, un raid mené par des acteurs non étatiques a tué au moins 18 personnes et en a blessé plusieurs autres dans le village de Dagazamni, a indiqué le Bureau.

Les combattants religieux, qui sévissent dans le sud du Sahel, sont généralement tenus pour responsables de ces attaques.

"Quelque 2,3 millions de personnes au Niger, soit 600.000 personnes de plus que prévu en novembre 2020, seront probablement confrontées à une grave insécurité alimentaire pendant la saison de soudure de juin à août en raison de la sécheresse, des inondations et de l'insécurité", a mis en garde le BCAH.

Environ 3,8 millions de personnes au Niger ont besoin d'une assistance humanitaire cette année, selon le Bureau. Les agences d'aide ont besoin de 523 millions de dollars américains pour aider les 2,1 millions d'entre elles les plus vulnérables. Seuls 8 % des fonds sont assurés. Fin

[Retour à la table des matières](#)



NIGERIA: LES AUTORITÉS SUSPENDENT LES ACTIVITÉS DE L'ONG ACTED DANS LE NORD-EST

Africa Radio – 2021-06-26

Par : AFP

<https://www.africaradio.com/news/nigeria-les-autorites-suspendent-les-activites-de-l-ong-acted-dans-le-nord-est-189884>

Les activités de l'ONG française Acted ont été suspendues samedi par les autorités du Borno, Etat du nord-est du Nigeria en proie à une grave crise humanitaire après douze ans d'insurrection jihadiste, ont-elles annoncé dans un communiqué.

"Le gouverneur du Borno, le professeur Babagana Umara Zulum, a ordonné la suspension immédiate de Acted, après avoir découvert samedi que l'ONG humanitaire utilisait un hôtel à Maiduguri (la capitale régionale du Borno, ndlr) pour former des personnes aux tirs", selon ce communiqué. Selon les autorités, la police a été alertée par des résidents qui "ont entendu des détonations en provenance d'un hôtel", où "l'ONG française a été retrouvée en train d'utiliser des armes factices pour des sessions d'entraînement". Deux formateurs nigériens ont été conduits au poste de police et une enquête a été ouverte. "Pendant la durée de l'enquête, le gouverneur Zulum a ordonné la saisie de l'hôtel et la suspension des activités humanitaires d'Acted dans l'Etat du Borno". Contactée samedi soir par l'AFP, Acted au Nigeria a préféré ne pas réagir pour le moment. Les ONG sensibilisent régulièrement à la sécurité leur personnel agissant dans des zones de conflit. Des armes factices peuvent être utilisées dans le cadre de ces formations. Depuis le début de la rébellion du groupe islamiste radical Boko Haram en 2009 dans le nord-est du Nigeria, le conflit a fait près de 40.000 morts et deux millions de déplacés. L'ONU estime que 13,1 millions de personnes vivent dans les zones affectées par le conflit (Etats du Borno, d'Adamawa et Yobe), dont 5,3 millions souffrent d'insécurité alimentaire et ont besoin d'assistance pour survivre. Les relations entre l'armée nigérienne et les organisations internationales ont toujours été compliquées, les autorités voyant dans leur action une ingérence dans les affaires de l'Etat.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)